Gerson, Daniel, *Die Kehrseite der Emanzipation in Frankreich. Judenfeindschaft im Elsass 1778 bis 1848*

François Igersheim

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/2116>

DOI : 10.4000/ifha.2116

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

François Igersheim, « Gerson, Daniel, *Die Kehrseite der Emanzipation in Frankreich. Judenfeindschaft im Elsass 1778 bis 1848* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2010, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/2116> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.2116>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

Gerson, Daniel, *Die Kehrseite der Emanzipation in Frankreich. Judenfeindschaft im Elsass 1778 bis 1848*

François Igersheim

L'enquête historique à laquelle se livre l'auteur vise à démontrer que l'égalité juridique obtenue par les juifs d'Alsace ne mit pas fin, jusqu'en 1848, à la discrimination et aux persécutions dont ils furent l'objet en Alsace.

Et les lois d'émancipation personnelle ou d'organisation culturelle collective n'y changent rien. L'accusation d'usure qui leur est portée dans les campagnes alsaciennes entretient l'antijudaïsme, qui dégénère en pogroms en 1778, 1789, 1832 et 1848. Les limites chronologiques sont déterminées par la parution de l'essai de Christian von Dohm « Über die politische Besserung der Juden » traduit en français en 1782, De la réforme politique des Juifs, écrit à la demande de Mendelsohn qui veut réagir devant la persécution des juifs alsaciens provoquée par l'affaire des fausses quittances de bailli de Hell, puis par la révolution de 1848. Le grand intérêt de la recherche de D.G. est de passer en revue un nombre important d'ouvrages et de brochures contemporaines sur « la question juive en Alsace », qu'il distingue et commente, dans un récit qui suit largement la leçon des auteurs qui le précèdent, essentiellement Feuerwerker et Schwarzfuchs. L'enquête parcourt les étapes qui conduisent à l'émancipation des juifs de France, les doléances qu'émet la « nation juive établie en Alsace » et les résistances que leur opposent les paysans alsaciens, qui déclenchent à l'été 1789, particulièrement dans le Sundgau, une vague de persécutions antijuives. C'est dès ce stade que Gerson développe deux points de sa thèse : 1) contrairement à ceux du Moyen Âge, les « pogroms » alsaciens de 1789 à 1848 ne s'en prennent pas à la vie des juifs, mais visent à les expulser, comme si une « barrière intérieure » à l'usage de la force s'était peu à peu érigée en Alsace (p. 85). Les événements de 1848 virent les émeutes franchir parfois cette « barrière intérieure » ; 2) l'incrimination qui vise les juifs ne recouvre plus la différence confessionnelle, mais un acte économique, celui de l'usure.

Ne négligeant pas l'examen chronologique des émeutes antijuives en Alsace, D.G. va cependant se concentrer sur cet argument, qui fonde « le décret infâme », revers de la médaille du décret organique de 1808 sur le culte israélite. La description de la délivrance des certificats de non-usure par les communes alsaciennes, d'après Pierre Katz (SHIAL 1999), est bienvenue. Suivent les enquêtes sur l'usure. Dans celle de 1823, que D.G. analyse d'après les archives (et où son texte multiplie les mastics), il relève que les prêteurs d'argent juifs sont pour une bonne part des intermédiaires entre financiers chrétiens et paysans pauvres alsaciens (p. 172), ce que nombre de recherches ont bien mis en relief. La partie consacrée à l'analyse des brochures antijuives est fort intéressante également : celles de Gortan, de Tourette, et de Betting de Lancastel. Ce dernier avance une revendication « de bon sens », celle de la création de caisses de crédit agricole. D.G. fait remarquer qu'intervenue dans la deuxième moitié du XIXe siècle, elle entraîna la diminution de l'incrimination « d'usure juive ». À ces brochures répond celle de Wittersheim, « Mémoire sur les moyens de hâter la régénération des Israélites de l'Alsace », présentée à l'occasion du concours de la Société Savante de Strasbourg en 1824. Il y propose, dans le sillage de la Société israélite d'encouragement pour les arts et métiers messine, la fondation d'une école d'agriculture pour les jeunes juifs. Ce vœu, remarque D.G., ne se réalisera qu'avec la fondation par l'Alliance Israélite Universelle d'une école d'agriculture en Palestine. Par contre, il insiste sur l'œuvre du consistoire du Bas-Rhin avec son école professionnelle.

Avec la législation culturelle, la confession israélite se dote en effet d'organes publics en mesure d'intervenir en défense des juifs. Mais les consistoires sont composés de notables élus, appartenant à la bourgeoisie urbaine qui vont être la cible d'un nouvel antijudaïsme « anticapitaliste », celui que développera entre autres Toussenel et son écrit « les juifs rois de l'époque ». Dans le même temps, les crises continuent de provoquer des « émeutes antisémites » comme celle de 1832. En 1844, le notaire de Haguenau, Théophile Haliez publie « la dernière grande brochure antijuive » : « des Juifs en France, de leur état moral et politique depuis les premiers temps de la monarchie jusqu'à nos jours », où il réclame le retour au décret infâme, soit l'annulation des créances juives. On notera que l'auteur ne met pas assez en relief que ce sont le plus souvent des magistrats colmariens ou des notaires qui profèrent les accusations les plus vives contre « l'usure judaïque ». Il est vrai qu'il consacre une certaine attention au Sundgau, dont le conseiller à la Cour et futur président du Directoire de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg, Braun, écrira en 1848 : « ce n'est pas l'usure... c'est le Sundgau ». D.G. consacre enfin près de 70 pages à l'analyse de la dernière explosion antijuive en Alsace. Disons d'entrée de jeu, que son étude nous paraît incomplète. « Ce n'est ni un attentat systématique contre la propriété, ni l'explosion d'une haine religieuse... mais une atteinte toute spéciale contre une classe déterminée de personnes et de propriétés », proclame, de manière assez embarrassée, le Courrier du Bas-Rhin le 12 mars. C'est à cette date que D.G. insiste sur les instructions du garde des sceaux Crémieux au commissaire de la République. On ne l'avait pas attendu : c'est dès le 29 février que dans le Bas-Rhin, le commissaire de la République a ordonné la répression des émeutes et l'application de la loi de Vendémiaire an IV, sur la responsabilité des collectivités pour les dommages intervenus en cas d'émeute à force ouverte. Son homologue, Ignace Chauffour en fait autant le même jour ! Les « colonnes mobiles », dont il n'est pas question, se mettent en marche dès le 2 mars. Plus généralement, le débat sur le crédit agricole comme devant éradiquer l'usure domine les luttes politiques de l'époque : les députés rouges – et parmi eux un député juif, fils

de grand-rabbin, élu au suffrage universel des Alsaciens – l'affirment hautement. Il est donc regrettable que D.G. ait interrompu son étude trop tôt. Il s'agit de la dernière crise économique d'Ancien Régime, bien étudiée par l'historiographie. La révolution industrielle, l'exode des juifs vers les villes et l'attitude déterminée des élites urbaines mettent fin aux émeutes antisémites dans les campagnes. Elles ne mettent pas fin, comme l'écrit D.G. à propos de la brochure de Haliez, à la littérature antisémite en Alsace, où se distinguent certains clercs catholiques. La fondation des caisses Raiffeisen à la fin du XIXe siècle se nourrit de cette veine ! Enfin, le Second Empire va justifier les espoirs mis dans l'organisation juridique du culte israélite, à égalité avec les autres « cultes reconnus ».

L'ouvrage de D.G. a un grand mérite : celui de mettre à la disposition de lecteurs allemands, une importante historiographie française, dont il affirme sans doute imprudemment qu'elle a négligé ce domaine. Et le lecteur français lui sera reconnaissant d'avoir tant insisté sur le débat public contemporain autour de « la question juive d'Alsace », de Dohm à Théophile Haliez.

François Igersheim (Université de Strasbourg)